



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PISTE 200 "EURONAT"

64 B ROUTE DE BORDEAUX
33780 Soulac-Sur-Mer

Références : 26_UD33_CRA_0099
Code AIOT : 0100305889

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement PISTE 200 "EURONAT" implanté RD 102E1 33590 Grayan-et-l'Hôpital. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 19 novembre 2025, le Conseil départemental de Gironde a informé l'inspection des installations classées de la situation d'une station-service exploitée sous l'enseigne PISTE 200 EURONAT (anciennement gérée par le Garage PIOT), située en bordure de la RD 102E1 à GRAYAN ET L'HOPITAL, pour laquelle plusieurs courriers relatifs à la régularisation de l'occupation du domaine public routier ont été adressés en 2024 et 2025, sans réponse du propriétaire. Un déplacement sur site a permis de constater que la station était en activité, en libre-service. L'établissement n'étant pas connu des services de l'inspection des installations classées (IIC), mais les activités exercées étant susceptibles de relever de la réglementation des ICPE, un courrier a donc été adressé, par l'IIC, à l'exploitant le 21 novembre 2025 afin de lui demander de préciser sa

situation administrative au regard de la nomenclature des ICPE. Ce courrier a été retourné aux services de l'IIC avec la mention « destinataire inconnu à l'adresse ».

L'inspection s'est donc rendue sur site le 2 février 2026 pour évaluer la situation administrative de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISTE 200 "EURONAT"
- RD 102E1 33590 Grayan-et-l'Hôpital
- Code AIOT : 0100305889
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement concerné exerce une activité de station service. Cet établissement n'est pas connu du service de l'inspection comme ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Décret du 29/09/2015, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Situation administrative	Décret du 22/10/2018, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Situation administrative	Décret du 21/11/2017, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que la station-service comprend deux pistes de distribution, chacune desservant un îlot central équipé de deux pistolets, soit quatre pistolets au total, répartis entre deux pistolets de SP95 et deux pistolets de gazole.

L'inspecteur n'a pas rencontré de personnel sur le site pour lui justifier le volume annuel de carburants liquides distribués, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, ni, le cas échéant, la quantité de gaz inflammables liquéfiés. Il est en conséquence demandé à l'exploitant de se positionner sur l'applicabilité des rubriques 1435 et 4734 de la nomenclature des ICPE, ainsi que, le cas échéant, de la rubrique 4718. À défaut de transmission des éléments sollicités dans les fiches de constats ci-après, l'exploitant s'expose à des suites administratives de type mise

en demeure.

Il a par ailleurs été indiqué par M. GINESTET, directeur du service technique, de la société EURONAT (situé à quelques centaines de mètres de la station-service), que cette dernière est propriétaire du foncier de la station-service inspectée. Il a également précisé que ladite station est exploitée par M.GOBINAU Lionel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 29/09/2015, article 1
Thème(s) : Situation administrative, applicabilité rubrique 4734
Prescription contrôlée : Positionnement vis à vis de la rubrique 4734 : (créée par le Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 4, Décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 et Rectificatif au JO n° 235 du 10 octobre 2015) Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A-2) b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E) c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC) 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2) b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)
Constats : L'examen préalable des vues Google Street View de mai 2016 a montré que la station-service comprenait à cette date un îlot central de distribution équipé de trois pompes, accessible de part et d'autre et permettant le ravitaillement simultané sur deux pistes, ainsi que deux pompes isolées implantées en arrière-plan, l'une à gauche et l'autre à droite. Lors de l'inspection, il a été constaté que la station-service a été modifiée et dispose désormais de deux pistes de distribution, chacune desservant un îlot central équipé de deux pistolets, soit quatre pistolets au total. La distribution est assurée par deux pistolets délivrant du supercarburant sans plomb 95 (SP95) et deux pistolets délivrant du gazole. Un bâtiment annexe est implanté à l'arrière de la station, configuration idem en 2016.

L'inspecteur n'a pas rencontré de personnel sur le site pour lui justifier la quantité totale de carburants liquides susceptible d'être présente dans les installations.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société EURONAT, exerçant une activité d'hébergement touristique et autre hébergement de courte durée, situé à quelques centaines de mètres de la station-service. À cette occasion, le directeur du service technique, M. GINESTET, a indiqué que la société EURONAT est propriétaire du foncier de la station-service inspectée, laquelle a fait l'objet de travaux de rénovation récents. Il a également précisé que cette station est exploitée par M.GOBINAU Lionel, lequel est par ailleurs exploitant et propriétaire d'une autre station-service sise au 24, route de Soulac à Grayan-et-l'Hôpital.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur l'applicabilité de la rubrique 4734 de la nomenclature des installations classées, au regard de la quantité totale de carburants liquides susceptible d'être présente sur le site.

À ce titre, il lui est aussi demandé de transmettre les éléments permettant d'apprécier cette situation, notamment le nombre et la capacité des cuves existantes, les produits stockés, la quantité maximale susceptible d'être détenue simultanément, ainsi que la situation des cuves ayant pu être modifiées, retirées ou inertées dans le cadre des travaux récents, avec tout justificatif utile.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article 1

Thème(s) : Situation administrative, applicabilité rubrique 1435

Prescription contrôlée :

Positionnement vis à vis de la rubrique 1435 : (Rubrique créée par le Décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 et modifiée par les décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014 , n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 et n° 2016-630 du 19 mai 2016, Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018) Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :

1. Supérieur à 20 000 m³ (E)
2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³(DC)

Constats :

L'inspecteur n'a pas rencontré de personnel sur le site pour lui justifier le volume annuel de carburants liquides distribués,

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur l'applicabilité de la rubrique 1435 relative aux activités de station-service qu'il exerce.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 21/11/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, applicabilité rubrique 4718
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Positionnement vis à vis de la rubrique 4718 :(Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 4, Décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015, Rectificatif au JO n° 235 du 10 octobre 2015 et Décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017) Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables <ol style="list-style-type: none"> a. Supérieure ou égale à 35 t (A-1) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC) 2. Pour les autres installations <ol style="list-style-type: none"> a. supérieure ou égale à 50 t (A-1) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur n'a pas rencontré de personnel sur le site pour lui justifier, le cas échéant, la quantité totale de gaz inflammables liquéfiés susceptible d'y être présente.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur l'applicabilité de la rubrique 4718 relative aux gaz inflammables liquéfiés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

